

ioration. Un excédent budgétaire est attendu en 2022 grâce à la hausse des recettes et à des dépenses moins élevées que prévu. La reprise économique suite au choc de la pandémie se poursuit. La croissance du PIB hors hydrocarbures devrait s'accroître pour atteindre 3,2% en 2022, contre 2,1% en 2021. Les pertes de production dues au choc de la pandémie seront ainsi en grande partie résorbées, même si des séquelles durables sur le marché du travail et la croissance à moyen terme constituent toujours un risque. La croissance du PIB est projetée à 2,9% en 2022».

Pour Ali Bey Nasri, président de l'Association des exportateurs algériens, «il y a de bonnes choses dans ce rapport, c'est-à-dire que les indicateurs sont au vert avec un excédent dans la balance commerciale qui était déficitaire depuis 2014. Cette année, l'excédent de 2021 va être multiplié par 11, ce qui est très important. Le taux de couverture import-export va être amélioré alors qu'il était négatif. Avant, on n'importait pas suffisamment et le taux de couverture était négatif. Maintenant nous avons un taux qui augmente à 140%, ce qui est très positif. Le taux de croissance va s'améliorer».

Petit bémol, ajoute-t-il, «mais ce que souligne le rapport, c'est cette dépendance par rapport aux hydrocarbures. C'est toujours le même problème. Tout est tributaire du prix des énergies, 70% des exportations hors hydrocarbures en sont tributaires». En effet, le rapport indique que «les perspectives à court terme de l'économie algérienne sont favorables mais sont largement tributaires des prix des hydrocarbures» et que «la forte dépendance à l'égard des recettes tirées des

Le potentiel de production de l'Algérie dépasse 25 000 MW

L'Algérie dispose d'une capacité de production de l'électricité qui dépasse 25 000 mégawatts pour répondre à un besoin moyen de 12 000 mégawatts, et un pic qui n'excède pas 17 000 mégawatts, a déclaré hier mardi, le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, lors d'une conférence commune sur les interconnexions électriques en Méditerranée, organisée par le groupe Sonelgaz à Alger.

Massiva Zehraoui - Alger (Le Soir) - Mohamed Arkab souligne qu'avec une telle capacité, l'Algérie sera en mesure de fournir un potentiel journalier de 10 000 mégawatts au marché régional. Il ajoutera qu'avec l'accomplissement de l'ambitieux programme de développement des énergies renouvelables, «cette capacité sera amenée à augmenter davantage pour atteindre 15 000 mégawatts d'électricité», produite à partir d'une énergie d'origine renouvelable.

Mohamed Arkab a rappelé dans ce registre, que «l'Algérie sera un fournisseur d'électricité fiable». Évoquant le projet d'interconnexion électrique directe entre l'Algérie et l'Europe, Arkab a appuyé le caractère «stratégique» de cette visée pour le pays. Il a déclaré à ce titre, que le développement des liens environnementaux avec l'Europe du Sud «s'inscrit dans l'intégration des deux rives de la Méditerranée, et la promotion des échanges électriques, similaires aux gazoducs qui assurent un approvisionnement sûr et fiable en gaz naturel vers l'Europe».

En ce qui concerne les changements structurels rapides et importants qui définissent la scène énergétique mondiale d'aujourd'hui, le responsable du secteur reconnaît que cette conjoncture impose à l'Algérie «de grands défis



pour qu'elle puisse s'adapter à l'environnement international d'une part, et d'autre part, répondre aux besoins nationaux qui ne cessent de croître».

La mise en œuvre de cette politique, dit-il, passe par le développement des capacités de production d'électricité, la diversification du mix énergétique en augmentant le recours aux énergies renouvelables et à l'hydrogène, la promotion de l'intégration industrielle nationale et l'utilisation optimale de la chaîne énergétique en réduisant les coûts. Mohamed Arkab a par ailleurs souligné la nécessité de créer un cadre approprié pour promouvoir le marché et investir dans les énergies renouvelables.

«Un acteur majeur dans la production de l'électricité dans la Méditerranée»

En marge de cette conférence, le P-dg de Sonelgaz Mourad Adjal a souligné la grande capacité de l'Algérie en énergie lui permettra d'assurer sur le long terme «sa sécurité énergé-

tique». «Cela se concrétisera à travers la réalisation de l'ambitieux programme tracé par le gouvernement, qui ambitionne de dépasser 35 000 MW d'électricité d'ici 2035», en sachant que nous consommons entre 16 000 et 17 000 MW.

Cet excédent sera exploité par Sonelgaz, afin de renforcer via l'exportation, «son rôle en tant qu'énergéticien historique dans la région maghrébine et méditerranéenne».

Signature du protocole d'Alger

En marge de la conférence, les membres fondateurs du Comité de l'électricité (Comelec), de l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME); de l'Association des gestionnaires des réseaux de transport de l'électricité méditerranéen (Med-TSO) ainsi que l'Association méditerranéenne des agences nationales de maîtrise de l'énergie (Medener) ont signé un protocole de coopération, nommé «protocole d'Alger». Une initiative prise par Sonelgaz, précise-t-on, dans le but de fédérer ces associations en proposant un cadre pour une meilleure synergie.

Selon les signataires du protocole, «cet événement témoigne de l'intérêt spécifique que porte l'Algérie à la question de la transition énergétique et le développement durable». Les parties impliquées ont exprimé le même intérêt à la contribution, la promotion et le développement économique de leurs régions, mais encore, à l'accélération de la transition énergétique dans la région méditerranéenne.

Cette conférence d'envergure internationale a regroupé des leaders et experts du domaine de l'énergie. Elle a été animée par de nombreux intervenants, membres des associations actives dans la région maghrébine et le Bassin méditerranéen.

M. Z.